

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE METZ

R E C E P I S S E D E D E P O T

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

B.P. 41045 3 RUE HAUTE PIERRE

57036 METZ CEDEX 01

TEL A PARTIR DE 13H30:03.87.56.75.75 - FAX:03.87.56.76.76

SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL

10, LA TANNERIE

57070 SAINT JULIEN LES METZ

V/REF :

N/REF : 90 B 262 / A-894

LE GREFFIER DU TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 12/03/2001, SOUS LE NUMERO A-894,

ACTE S.S.P. EN DATE DU 24/03/2000

ACTE S.S.P. EN DATE DU 24/03/2000

P.V. D'ASSEMBLEE DU 24/03/2000

ACTE S.S.P. EN DATE DU 24/11/2000

STATUTS MIS A JOUR

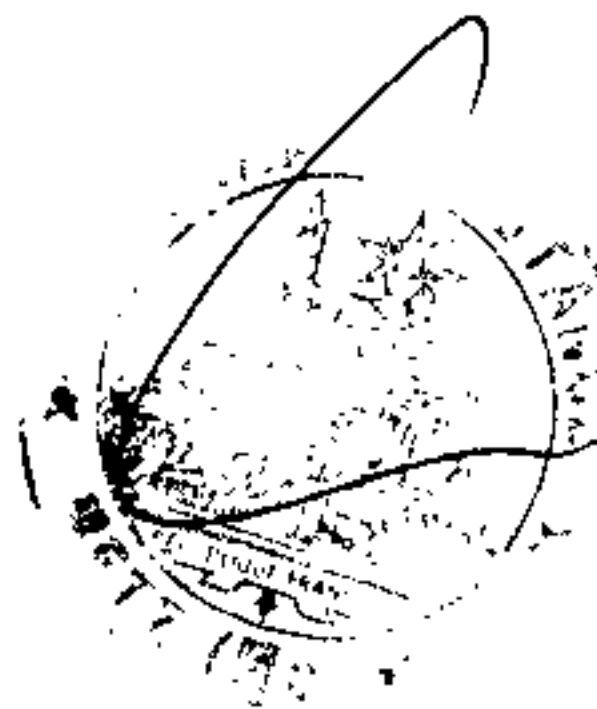
... CONCERNANT LA SOCIETE
SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
10, LA TANNERIE

57070 SAINT JULIEN LES METZ

R.C.S METZ B 329 879 712 (90 B 262)

LE GREFFIER

N



SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 6 706 975 Francs
Siège social : 10, La Tannerie
57070 SAINT JULIEN LES METZ

R.C.S. METZ B 329 879 712

PROCES-VERBAL DE LA GERANCE

L'an deux mil,

Le 24 novembre,

Le soussigné YVES SONDAG, gérant de SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL SARL, société à responsabilité limitée au capital de 6 706 975 F, divisé en 46 255 parts sociales, rappelle que :

- suivant acte sous seings privés en date à Thionville du 24 mars 2000, la société FINHAG a transféré, moyennant un prêt de consommation de parts sociales, à Messieurs SONDAG, THALGOTT et WEYAND 300 parts sociales de 145 F chacune lui appartenant dans la Société,
- un original de l'acte de prêt a été déposé au siège social le 24 novembre 2000, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt,
- suivant acte sous seings privés en date à Thionville du 24 mars 2000, la société FINAM a transféré, moyennant un prêt de consommation de parts sociales, à Messieurs SONDAG, THALGOTT et WEYAND 300 parts sociales de 145 F chacune lui appartenant dans la Société,
- un original des actes de prêt a été déposé au siège social le 24 novembre 2000, contre remise par la gérance d'une attestation de ces dépôts,
- suivant l'assemblée général du 24 mars 2000, les associés ont décidé qu'en conséquence desdits transferts, l'article 7- (CAPITAL SOCIAL ET PARTS SOCIALES) des statuts serait de plein droit modifié à compter du jour de la signification dudit acte à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte au siège social.

Ces déclarations faites, il constate que la modification statutaire susvisée est devenue définitive à la date prévue, soit le 24 novembre 2000, jour du dépôt de l'acte au siège social.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.





DÉPOSÉ AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
sous n° 894
Le 12 MARS 2001
Le Greffier



[Handwritten signature]

CONTRAT DE PRÊT DE CONSOMMATION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SC FINHAG

Société Civile au capital de 1 000 francs,

Demeurant à 32, rue du Presbytère 57300 HAGONDANGE,

RCS METZ D 428 245 732

Représentée par Monsieur Pierre GIULIANA son représentant légal,

Ci-après dénommé "Le PRETEUR", d'une part,

et :

Monsieur Roland WEYAND

né le 18 janvier 1952 à AMNEVILLE (Moselle)

de nationalité française

demeurant 32, rue des Fleurs, 57134 DISTROFF

époux de Madame Chantal WEYAND, née HERGAT,

avec laquelle il est mariée sous le régime de la séparation de biens, conformément au contrat de mariage passé par devant Me GANGLOFF, notaire à FLORANGE, le 23 avril 1997, préalablement à leur union célébrée le 3 mai 1997 en mairie de DISTROFF (57)

Monsieur Edouard THALGOTT

né le 21 décembre 1953 à THIONVILLE (Moselle)

de nationalité française

demeurant 19, rue Charles Abel, 57100 THIONVILLE,

époux de Madame Martine THALGOTT, née DOMINICI,

avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 24 avril 1976 en mairie de BASSE HAM (57)

Monsieur Yves SONDAG

né le 20 décembre 1951 à LONGEVILLE LES METZ (Moselle)

de nationalité française

demeurant 29, Les Hameaux du Bois, 57155 MARLY

époux de Madame Simone SONDAG, née THEVENET

avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 31 août 1979 en mairie de CREST-VOLAND (73)

Ci-après dénommés "l'EMPRUNTEUR", d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIVIT :

La réglementation de la profession de Commissaire aux Comptes exige que les personnes morales exerçant l'activité de Commissaire aux Comptes soient détenues à 75% par des personnes physiques ou morales elles-mêmes Commissaires aux Comptes inscrits auprès d'une compagnie de Commissaires aux Comptes près d'une Cour d'Appel.

RG



La société civile FINHAG détenue directement par Messieurs Thanh Hai TRAN et Pierre GIULIANA tous deux Commissaires aux Comptes détient elle-même 4 626 parts de la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL. La société FINHAG a demandé son inscription en qualité de Commissaire aux Comptes à la Compagnie de Commissaire aux Comptes de Metz.

Afin de respecter la réglementation professionnelle, notamment en matière de détention du capital de SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL à 75% par des Commissaires aux Comptes, il est fait usage d'un prêt de consommation de parts sociales pour une durée nécessaire à FINHAG de réaliser son inscription.

Eu égard à ces considérations, les susnommés ont décidé d'un commun accord la conclusion d'un contrat de prêt de consommation de parts afin de maintenir de cette façon la détention du capital de SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL à 75% par des Commissaires aux Comptes inscrits.

Les parties aux présentes reconnaissent que le présent contrat sera soumis aux dispositions des articles 1892, 1893 et 1902 du Code Civil relatifs au contrat de prêt de consommation.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 – OBJET

L'EMPRUNTEUR reconnaît par les présentes que le PRETEUR lui a remis, à titre de prêt de consommation, trois cents parts sociales d'une valeur nominale de 145 francs chacune, respectivement réparties entre eux d'une façon égale, soit 100 parts chacun, qu'il détient dans le capital de la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL, Société à responsabilité Limitée au capital de 6 706 975 francs, dont le siège est sis à (57) SAINT JULIEN LES METZ, 10, La tannerie, immatriculée au RCS de METZ, sous le n°B 329 879 712.

ARTICLE 2 – TRANSFERT DE PROPRIETE

Conformément à l'article 1893 du Code Civil, par l'effet des présentes, l'EMPRUNTEUR devient le propriétaire des titres prêtés.

ARTICLE 3 – PREROGATIVES DE L'EMPRUNTEUR

3.1. – L'EMPRUNTEUR dispose de la jouissance la plus totale des parts.

En conséquence, l'EMPRUNTEUR peut exercer le droit de vote attaché aux dites actions.

Il perçoit et conserve les dividendes annuels mis en distribution ainsi que les acomptes sur dividendes.

De façon générale, en sa qualité de propriétaire des parts, l'EMPRUNTEUR peut librement disposer de ces dernières.

3.2. – L'EMPRUNTEUR peut percevoir des parts nouvelles provenant d'augmentation de capital par incorporation de réserves.

Il peut exercer sur ces nouvelles parts toutes les prérogatives dont il dispose à l'égard des actions objet du prêt.

PG

Toutefois, à l'issue du présent prêt, les parts gratuites, émises dans le cadre d'une augmentation de capital par incorporation de réserves devront être restituées au prêteur sans indemnité.

De même, dans tous les cas où l'exercice de ces droits supposerait le versement de fonds (acquisition de droits d'attribution, souscription à une augmentation de capital en numéraire), l'EMPRUNTEUR devra transférer au prêteur tous les droits nécessaires à la réalisation, au profit de ce dernier, de telles opérations.

ARTICLE 4 – DUREE DU PRET

La présente convention est consentie pour la durée nécessaire à FINHAG de réaliser son inscription de Commissaire aux Comptes à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Metz. Elle est en tout état de cause limitée à une année et elle prendra fin immédiatement et sans autres formalités avec l'inscription de FINHAG à la Compagnie de Commissaires aux Comptes de Metz.

Elle se renouvellera de plein droit qu'une seule fois, à l'échéance de la première année du présent contrat si FINHAG n'a pas obtenu avant le terme de cette année son inscription à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Metz, par tacite reconduction, pour une nouvelle période de un an ou à la date d'inscription de FINHAG à la Compagnie de Commissaire aux Comptes de Metz.

Conformément à l'article 1899 du Code Civil, le PRETEUR s'engage à ne pas demander la restitution des titres prêtés avant ce terme. Toutefois et compte tenu du caractère intuitu personae du présent contrat, le PRETEUR pourra, en cas de décès de l'EMPRUNTEUR, mettre fin de manière anticipée au présent contrat par simple lettre adressée quinze jours à l'avance aux héritiers ou ayant – droits de l'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 5 – RESTITUTION DES TITRES

A l'issue de la présente convention ou de ses renouvellements successifs, et conformément à l'article 1902 du Code Civil, l'EMPRUNTEUR s'oblige, tant par lui-même que pour ses héritiers ou ayants droit, à rendre au prêteur les parts prêtées ou des parts de même quantité et qualité, ainsi que tous leurs accessoires ou compléments : parts nouvelles reçues à la suite d'échanges de titres prêtés en raison d'opérations d'apport partiel d'actifs, de fusion ou de scission, de regroupement ou de division de parts, distributions exceptionnelles de réserves.

ARTICLE 6 – PENALITES

Par application de l'article 1903 du Code Civil, en cas de non-restitution du même nombre de titres prêtés, l'EMPRUNTEUR sera tenu, ainsi qu'il s'y oblige, à payer au prêteur à titre de pénalité, outre la valeur de ces titres à l'époque où ils devaient être rendus, une somme égale à 15 % de la valeur des titres non restitués.

Le montant total sera calculé d'après la valeur nominale des actions prêtées au jour de l'expiration du prêt et sera productif d'intérêts au taux légal depuis ledit jour jusqu'au jour du paiement effectif.

ARTICLE 7 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de présentes et de leur suite, les parties élisent domicile en leur demeure respective.

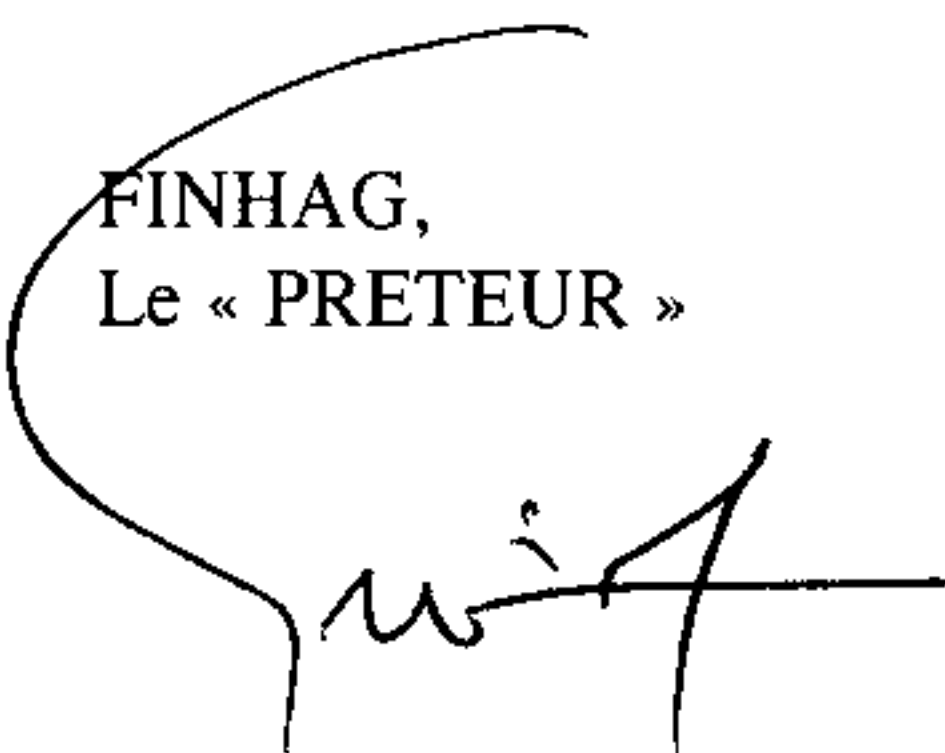
ARTICLE 8 - FRAIS



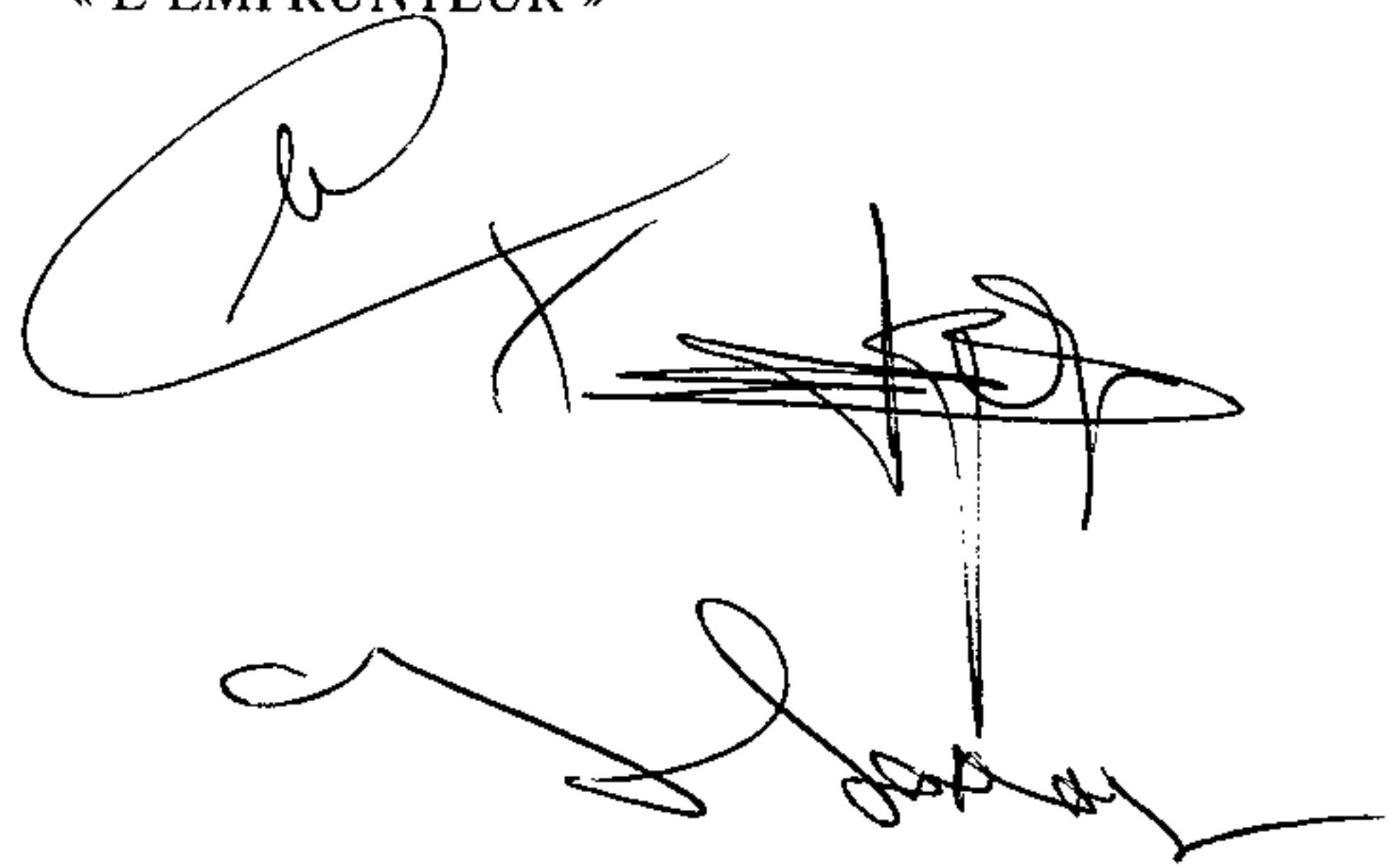
Les frais des présentes et de leur suite sont à la charge du PRETEUR qui s'y oblige.

Fait en six exemplaires
A THIONVILLE
Le 24 Mars 2000.

FINHAG,
Le « PRETEUR »

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'FINHAG', written below the printed name.

Messieurs WEYAND, SONDAG, THALGOTT.
« L'EMPRUNTEUR »

Three handwritten signatures in black ink, corresponding to the names WEYAND, SONDAG, and THALGOTT, written below the printed names.

DÉPOSÉ AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
sous n° 294
Le 12 MARS 2001



Le Greffier

[Handwritten signature]

CONTRAT DE PRÊT DE CONSOMMATION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SC FINAM

Société Civile au capital de 1 000 francs,
Demeurant à 5, rue Louis Pellerin MANOM 57100 THIONVILLE,
RCS THIONVILLE D 414 651 711
Représentée par Monsieur Thanh Hai TRAN son représentant légal,

Ci-après dénommé "Le PRETEUR", d'une part,

et :

Monsieur Roland WEYAND

né le 18 janvier 1952 à AMNEVILLE (Moselle)

de nationalité française

demeurant 32, rue des Fleurs, 57134 DISTROFF

époux de Madame Chantal WEYAND, née HERGAT,

avec laquelle il est mariée sous le régime de la séparation de biens, conformément au contrat de mariage passé par devant Me GANGLOFF, notaire à FLORANGE, le 23 avril 1997,
préalablement à leur union célébrée le 3 mai 1997 en mairie de DISTROFF (57)

Monsieur Edouard THALGOTT

né le 21 décembre 1953 à THIONVILLE (Moselle)

de nationalité française

demeurant 19, rue Charles Abel, 57100 THIONVILLE,

époux de Madame Martine THALGOTT, née DOMINICI,

avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens à défaut de contrat de mariage
préalable à leur union célébrée le 24 avril 1976 en mairie de BASSE HAM (57)

Monsieur Yves SONDAG

né le 20 décembre 1951 à LONGEVILLE LES METZ (Moselle)

de nationalité française

demeurant 29, Les Hameaux du Bois, 57155 MARLY

époux de Madame Simone SONDAG, née THEVENET

avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens à défaut de contrat de mariage
préalable à leur union célébrée le 31 août 1979 en mairie de CREST-VOLAND (73)

Ci-après dénommés "l'EMPRUNTEUR", d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La réglementation de la profession de Commissaire aux Comptes exige que les personnes morales exerçant l'activité de Commissaire aux Comptes soient détenues à 75% par des personnes physiques ou morales elles-mêmes Commissaires aux Comptes inscrits auprès d'une compagnie de Commissaires aux Comptes près d'une Cour d'Appel.

HR 2  

La société civile FINAM détenue directement par Messieurs Thanh Hai TRAN et Pierre GIULIANA tous deux Commissaires aux Comptes détient elle-même 6 475 parts de la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL. La société FINAM a demandé son inscription en qualité de Commissaire aux Comptes à la Compagnie de Commissaire aux Comptes de Metz.

Afin de respecter la réglementation professionnelle, notamment en matière de détention du capital de SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL à 75% par des Commissaires aux Comptes, il est fait usage d'un prêt de consommation de parts sociales pour une durée nécessaire à FINAM de réaliser son inscription.

Eu égard à ces considérations, les susnommés ont décidé d'un commun accord la conclusion d'un contrat de prêt de consommation de parts afin de maintenir de cette façon la détention du capital de SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL à 75% par des Commissaires aux Comptes inscrits.

Les parties aux présentes reconnaissent que le présent contrat sera soumis aux dispositions des articles 1892, 1893 et 1902 du Code Civil relatifs au contrat de prêt de consommation.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 – OBJET

L'EMPRUNTEUR reconnaît par les présentes que le PRETEUR lui a remis, à titre de prêt de consommation, trois cents parts sociales d'une valeur nominale de 145 francs chacune, respectivement réparties entre eux d'une façon égale, soit 100 parts chacun, qu'il détient dans le capital de la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL, Société à responsabilité Limitée au capital de 6 706 975 francs, dont le siège est sis à (57) SAINT JULIEN LES METZ, 10, La tannerie, immatriculée au RCS de METZ, sous le n°B 329 879 712.

ARTICLE 2 – TRANSFERT DE PROPRIETE

Conformément à l'article 1893 du Code Civil, par l'effet des présentes, l'EMPRUNTEUR devient le propriétaire des titres prêtés.

ARTICLE 3 – PREROGATIVES DE L'EMPRUNTEUR

3.1. – L'EMPRUNTEUR dispose de la jouissance la plus totale des parts.

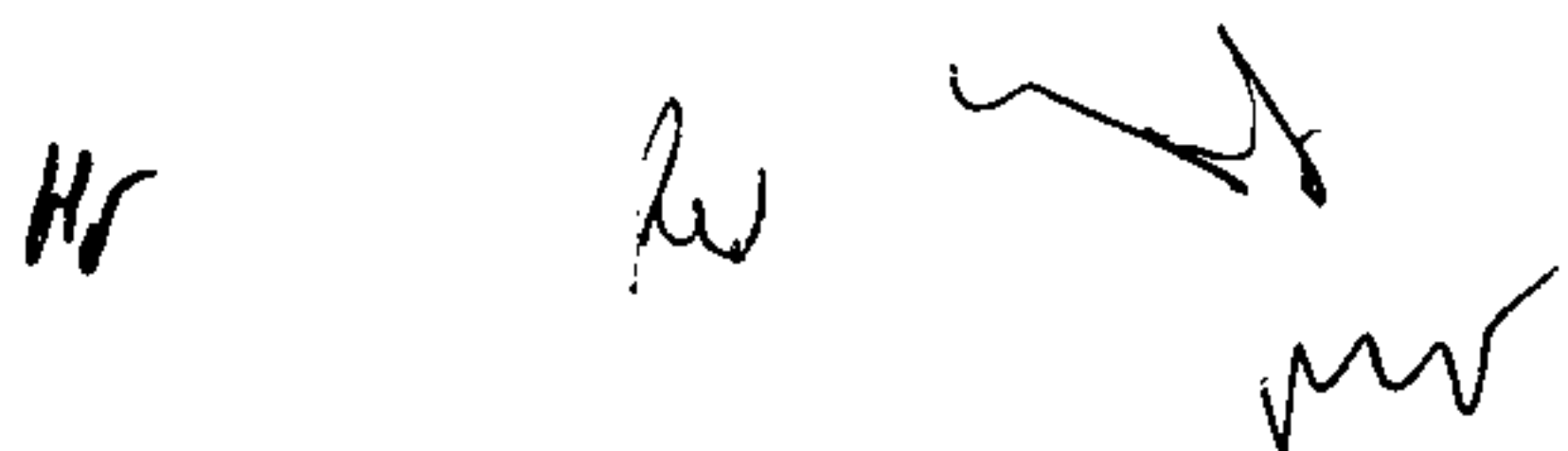
En conséquence, l'EMPRUNTEUR peut exercer le droit de vote attaché aux dites actions.

Il perçoit et conserve les dividendes annuels mis en distribution ainsi que les acomptes sur dividendes.

De façon générale, en sa qualité de propriétaire des parts, l'EMPRUNTEUR peut librement disposer de ces dernières.

3.2. – L'EMPRUNTEUR peut percevoir des parts nouvelles provenant d'augmentation de capital par incorporation de réserves.

Il peut exercer sur ces nouvelles parts toutes les prérogatives dont il dispose à l'égard des actions objet du prêt.



Toutefois, à l'issue du présent prêt, les parts gratuites, émises dans le cadre d'une augmentation de capital par incorporation de réserves devront être restituées au prêteur sans indemnité.

De même, dans tous les cas où l'exercice de ces droits supposerait le versement de fonds (acquisition de droits d'attribution, souscription à une augmentation de capital en numéraire), l'EMPRUNTEUR devra transférer au prêteur tous les droits nécessaires à la réalisation, au profit de ce dernier, de telles opérations.

ARTICLE 4 – DUREE DU PRET

La présente convention est consentie pour la durée nécessaire à FINAM de réaliser son inscription de Commissaire aux Comptes à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Metz. Elle est en tout état de cause limitée à une année et elle prendra fin immédiatement et sans autres formalités avec l'inscription de FINAM à la Compagnie de Commissaires aux Comptes de Metz.

Elle se renouvellera de plein droit qu'une seule fois, à l'échéance de la première année du présent contrat si FINAM n'a pas obtenu avant le terme de cette année son inscription à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Metz, par tacite reconduction, pour une nouvelle période de un an ou à la date d'inscription de FINAM à la Compagnie de Commissaire aux Comptes de Metz.

Conformément à l'article 1899 du Code Civil, le PRETEUR s'engage à ne pas demander la restitution des titres prêtés avant ce terme. Toutefois et compte tenu du caractère intuitu personae du présent contrat, le PRETEUR pourra, en cas de décès de l'EMPRUNTEUR, mettre fin de manière anticipée au présent contrat par simple lettre adressée quinze jours à l'avance aux héritiers ou ayant – droits de l'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 5 – RESTITUTION DES TITRES

A l'issue de la présente convention ou de ses renouvellements successifs, et conformément à l'article 1902 du Code Civil, l'EMPRUNTEUR s'oblige, tant par lui-même que pour ses héritiers ou ayants droit, à rendre au prêteur les parts prêtées ou des parts de même quantité et qualité, ainsi que tous leurs accessoires ou compléments : parts nouvelles reçues à la suite d'échanges de titres prêtés en raison d'opérations d'apport partiel d'actifs, de fusion ou de scission, de regroupement ou de division de parts, distributions exceptionnelles de réserves.

ARTICLE 6 – PENALITES

Par application de l'article 1903 du Code Civil, en cas de non-restitution du même nombre de titres prêtés, l'EMPRUNTEUR sera tenu, ainsi qu'il s'y oblige, à payer au prêteur à titre de pénalité, outre la valeur de ces titres à l'époque où ils devaient être rendus, une somme égale à 15 % de la valeur des titres non restitués.

Le montant total sera calculé d'après la valeur nominale des actions prêtées au jour de l'expiration du prêt et sera productif d'intérêts au taux légal depuis ledit jour jusqu'au jour du paiement effectif.

ARTICLE 7 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de présentes et de leur suite, les parties élisent domicile en leur demeure respective.

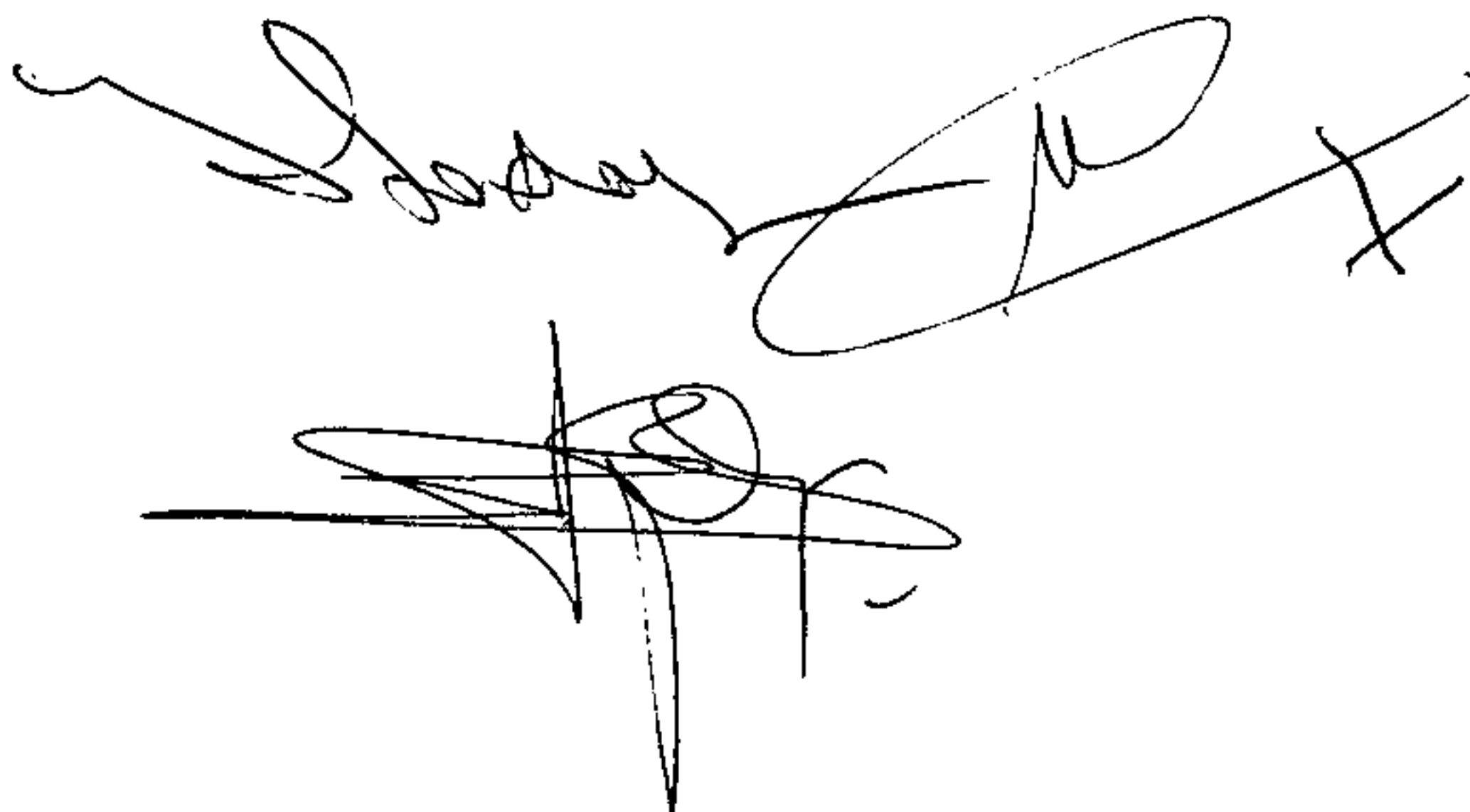
ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais des présentes et de leur suite sont à la charge du PRETEUR qui s'y oblige.

Fait en six exemplaires
A THIONVILLE
Le 24 Mars 2000.

FINAM,
Le « PRETEUR »

Messieurs WEYAND, SONDAG, THALGOTT.
« L'EMPRUNTEUR »

A stylized, handwritten signature consisting of a few sharp, angular strokes.Two handwritten signatures. The top one is a cursive signature, likely 'Sondag', followed by a large, bold 'X'. The bottom one is a more complex, scribbled signature, likely 'Weyand'.

DÉPOSÉ AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
sous n° 884

Le 12 MARS 2001

Le Greffier



SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL

*Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 6 706 975 francs*

*Siège social : 10 La Tannerie
57070 SAINT JULIEN LES METZ*

R.C.S. METZ B 329 879 712

*
**

STATUTS

**
*

Mis à jour

suivant décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 novembre 2000

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized name, possibly 'J. S.', followed by a long horizontal stroke.

ARTICLE 1ER - FORME

La Société a été constituée sous la forme de la Société Anonyme aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 02 avril 1984 à Thionville, enregistré le 09 avril 1984 à Thionville.

Elle a été transformée en Société à Responsabilité Limitée suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 1^{er} avril 1998.

Il existe entre les propriétés des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et le règlement en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée ainsi que sur l'organisation et l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL

dont le sigle est :

SOLOGEST

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à responsabilité limitée" ou des lettres SARL et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.

La propriété, l'administration et l'exploitation d'un portefeuille de valeurs mobilières de sociétés d'expertise comptable et de commissariat aux comptes exclusivement, qui seront apportées à la société au cours de la vie sociale ou acquise par elle.

Elle peut réaliser toutes les opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au

**10 la Tannerie
57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ**

Il pourra être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentaient des apports en numéraire et avaient été libérées du quart à la souscription. Le surplus, soit la somme de 187 500 francs a été libéré le 21 mars 1987 ainsi que l'a constaté une délibération du Conseil d'Administration de ce jour.

Le capital a ensuite été porté à 1 000 000 de francs par incorporation de réserves à hauteur de 750 000 francs, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 novembre 1988.

Ensuite le capital a été porté à 1 710 000 francs par apports-fusion lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 1989, puis à 2 009 250 francs au cours de cette même assemblée par incorporation des primes de fusion soit 264 212 francs et par incorporation de réserves prélevées sur le compte "réserves facultatives" pour un montant de 35 038 francs.

Lors de la fusion absorption, suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 02 décembre 1994, de la société C.E.T.I., Société A Responsabilité Limitée au capital de 50 000 francs, domiciliée à 57800 FREYMING MERLEBACH - 57 rue des Vosges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SARREGUEMINES, sous le numéro B 338 263 957, le patrimoine de ladite société a été transmis. La valeur nette des apports de 300 000 francs n'a pas été rémunérée, dans les conditions de l'article 378-1 de la Loi du 24 juillet 1966.

Lors de la fusion absorption, suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 mars 1996, de la Société Cabinet FARNETI, Société Anonyme au capital de 1 350 000 francs, domiciliée à 57050 LE BAN SAINT MARTIN - 14 rue Foch, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ, sous le numéro B 379 673 049, le patrimoine de ladite société a été transmis. La valeur nette des apports de 3 200 000 francs n'a pas été rémunérée, dans les conditions de l'article 378-1 de la Loi du 24 juillet 1966.

Ensuite, le capital a été porté à 4 275 000 francs par incorporation de réserves prélevées sur le compte "réserves statutaires ou contractuelles" pour un montant de 2 265 750 francs, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 1996.

Le capital a été porté à 4 625 500 francs par apport en nature suivant acte sous seing privé en date du 18 septembre 1997, approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 1997, puis à 6 706 975 francs au cours de la même assemblée par incorporation de la prime d'apport de 1 085 000 francs et par incorporation de réserves prélevées sur le compte "réserves facultatives" de 996 475 francs.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - LISTE DES ASSOCIÉS - REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à 6 706 975 francs, divisé en 46 255 parts sociales de 145 francs chacune, numérotées de 1 à 46 255 entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

- . A Monsieur Yves SONDAG, Commissaire aux Comptes
à concurrence de 10 923 parts sociales
portant les numéros de 1 à 10 923,
et de 45 096 à 45 195 et de 31 025 à 31 124, ci 11 123 parts
- . A Monsieur Roland WEYAND, Commissaire aux Comptes
à concurrence de 9 527 parts sociales
portant les numéros de 12 265 à 21 792,
et de 45 196 à 45 295 et de 31 125 à 31 224, ci 9 727 parts
- . A Monsieur Edouard THALGOTT, Commissaire aux Comptes

à concurrence de 7 864 parts sociales portant les numéros de 22 961 à 30 824, et de 45 296 à 45 395 et de 31 225 à 31 324, ci	8 064 parts
. A la SARL MTH AUDIT, Commissaire aux Comptes à concurrence de 5 980 parts sociales portant les numéros de 31 468 à 37 447 ci	5 980 parts
. A la SC FINHAG à concurrence de 1 303 parts sociales portant les numéros de 11 645 à 12 264, de 22 421 à 22 960 de 31 325 à 31 467 et de 42 073 à 45 095, ci	4 326 parts
. A la SC FINAM à concurrence de 6 475 parts sociales portant les numéros de 37 448 à 42 072, de 10 924 à 11 644 de 21 792 à 22 420, de 30 825 à 31 024, ci	6 175 parts
. A Monsieur Albert PAULUS à concurrence de 850 parts sociales portant les numéros de 45 396 à 46 245 ci	850 parts
. A Madame Michèle TOUSSAINT-HENTZIEN, Commissaire aux Comptes à concurrence de 6 parts sociales portant les numéros de 46 246 à 46 251 ci	6 parts
. A Monsieur Claude KARLI, Commissaire aux Comptes à Colmar à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 45 252 ci	1 part
. A Monsieur Jean-Jacques HELLE, Commissaire aux Comptes à Colmar à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 45 253 ci	1 part
. A Monsieur Driss ELBAZ, Commissaire aux Comptes à Lyon à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 45 254 ci	1 part
. A Monsieur Georges PERRIER, Commissaire aux Comptes à Chambéry à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 45 255 ci	1 part
Total égal au nombre de parts composant le capital social	46 255 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

La société communique annuellement au Conseil de l'Ordre des Experts Comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

La liste des associés sera également communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts Comptables inscrits au tableau de l'Ordre, directement ou indirectement par une autre société inscrite à l'Ordre. Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts Comptables détiennent dans le capital de la société « mère ».

Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des Commissaires aux Comptes, et les trois quarts des associés doivent être des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissariat aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non Commissaires aux Comptes ne peuvent détenir plus de 25% de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts sociales anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 7 des présentes sur les quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels Experts Comptables et les professionnels Commissaires aux Comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, 45 et 218 de la loi du 24 juillet 1966 et 9 des présents statuts.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES PARTS

1° Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également

dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti, et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession .

A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions des articles 45 et 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayant droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants . Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un et l'autre cas , si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de la notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu d'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 . Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 . Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition des parts effectués par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 10 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé radié du Tableau des Experts Comptables ou de la liste des Commissaires aux Comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est , en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire (article 1844 alinéa c C.CIV).

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphe 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, Experts Comptables ou Commissaire aux Comptes.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel associé en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'Expert-Comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Experts Comptables et Commissaires aux Comptes nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

. Madame Michèle TOUSSAINT-HENTZIEN
demeurant : 2 Allée des Tilleuls - 57155 MARLY

. Monsieur Yves SONDAG
demeurant : 29 Les Hameaux du Bois - 57155 MARLY

. Monsieur Edouard THALGOTT
demeurant : 19 rue Charles Abel - 57100 THIONVILLE

. Monsieur Roland WEYAND
demeurant : 32 rue des Fleurs - 57925 DISTROFF

. Monsieur Thanh Hải TRAN
Demeurant : 161 rue de Grigy - 57070 METZ

. Monsieur Pierre GIULIANA
demeurant : 10, rue de Bouchel - 57365 FLEVY

sont nommés Cogérants de la Société pour une durée non limitée.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements . Pour justifier leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITÉS

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non , la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Les décisions collectives extraordinaires sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, l'augmentation de capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions de l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} Avril et finit le 31 Mars.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET REPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

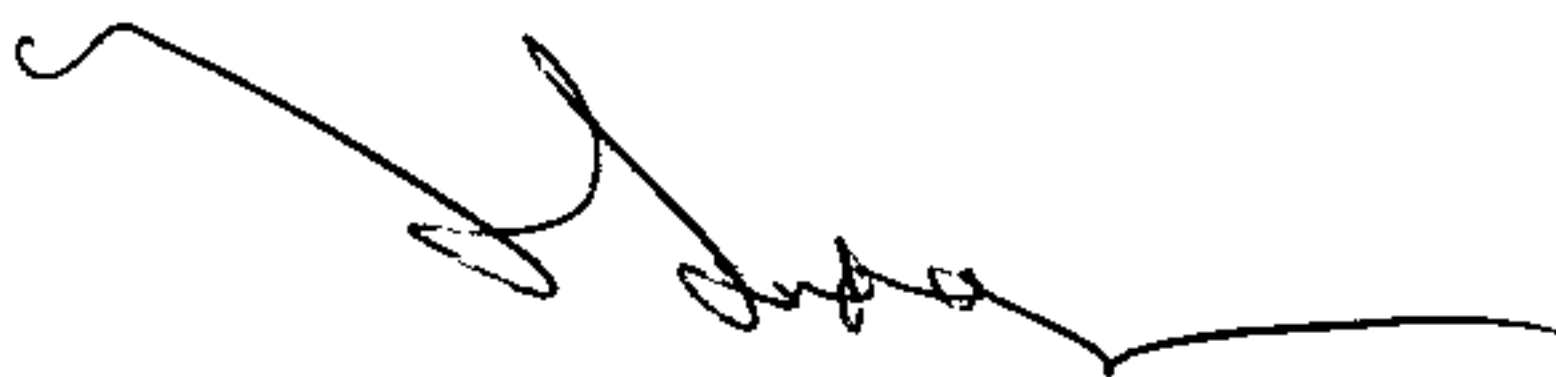
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

Mise à jour faite à Saint-Julien-lès-Metz,
Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 novembre 2000.

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

DÉPOSÉ AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ

sous n°

894

Le

12 MARS 2001

Le Greffier



SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 6 706 975 Francs
Siège social : 10, La Tannerie
57070 SAINT JULIEN LES METZ

R.C.S. METZ B 329 879 712

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 24 MARS 2000

L'an deux mille,

Le vingt quatre mars,

A huit heures,

Les associés de la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL, société à responsabilité limitée au capital de 6 706 975 F, divisé en 46 255 parts de 145 F chacune, se sont réunis à MANOM 5, rue Louis Pellerin, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance faite par lettre recommandée avec AR en date du 8 mars 2000 à chaque associé.

Sont présents ou représentés :

- M. Yves SONDAG	propriétaire de	10 923 parts
- M. Roland WEYAND	propriétaire de	9 527 parts
- M. Edouard THALGOTT	propriétaire de	7 864 parts
- Mme Michèle TOUSSAINT-HENTZIEN	propriétaire de	6 parts
- SARL MTH AUDIT	propriétaire de	5 980 parts
- SC FINAM	propriétaire de	6 475 parts
- SC MANICOU	propriétaire de	3 323 parts
- SC FINHAG	propriétaire de	1 303 parts

		45 401 parts

Les associés présents ou représentés possédant ainsi 45 401 parts sur 46 255 parts, soit plus des trois quarts des parts sociales, l'assemblée générale extraordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'assemblée est présidée par Monsieur Roland WEYAND, cogérant associé.

Monsieur Claude KARLI, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec AR en date du 8 mars 2000, est absent et excusé.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de la gérance,
- Autorisation de prêt de parts et agrément,
- Option intégration fiscale (article 223A du Code Général des Impôts),
- Question diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.













Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les avis de réception,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclarent la discussion ouverte.

Diverses observation sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, décide d'autoriser, après avoir pris connaissance du rapport de la gérance, le prêt consommation de parts sociales 300 de la SC FINHAG société civile au capital de 1000 francs dont le siège social est fixé 32, rue du Presbytère à 57300 HAGONDANGE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de METZ, lui appartenant dans la société, à Messieurs Roland WEYAND, Yves SONDAG et Edouard THALGOTT respectivement pour 100 parts chacun.

Elle déclare autoriser ce prêt de consommation et agréer expressément ce prêt entre associés au bénéfice de Messieurs Roland WEYAND, Yves SONDAG et Edouard THALGOTT à compter de ce jour le dépôt d'un original de l'acte de prêt au siège de la société étant fait à l'instant, subséquemment à la présente résolution et après signature des parties, ce dont il est donné acte.

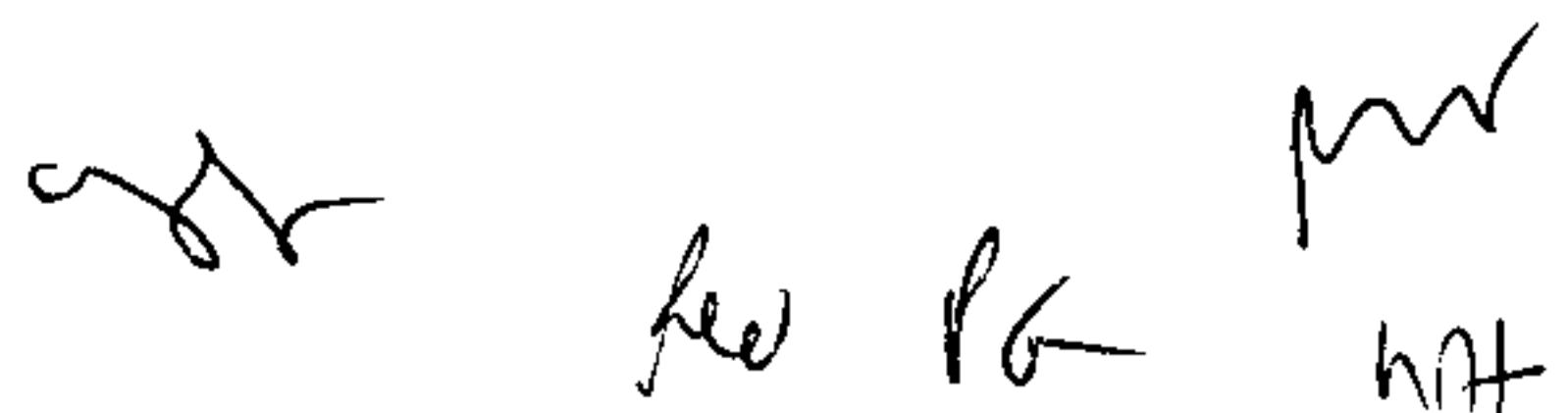
L'assemblée générale, décide d'autoriser, après avoir pris connaissance du rapport de la gérance, le prêt consommation de parts sociales 300 de la SC FINAM société civile au capital de 1000 francs dont le siège social est fixé 5, rue Louis Pellerin à MANOM 57100 THIONVILLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de METZ, lui appartenant dans la société, à Messieurs Roland WEYAND, Yves SONDAG et Edouard THALGOTT respectivement pour 100 parts chacun.

Elle déclare autoriser ce prêt de consommation et agréer expressément ce prêt entre associés au bénéfice de Messieurs Roland WEYAND, Yves SONDAG et Edouard THALGOTT à compter de ce jour le dépôt d'un original de l'acte de prêt au siège de la société étant fait à l'instant, subséquemment à la présente résolution et après signature des parties, ce dont il est donné acte.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence des prêts de consommation de parts, ci-dessus autorisée, décide, que l'article 7 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la société.

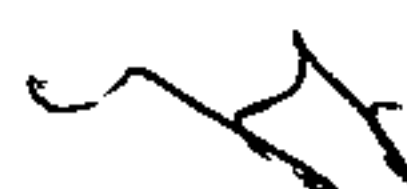
Handwritten signatures of the board members, including Roland Weyand, Yves Sondag, and Edouard Thalgott, along with a signature for the President.

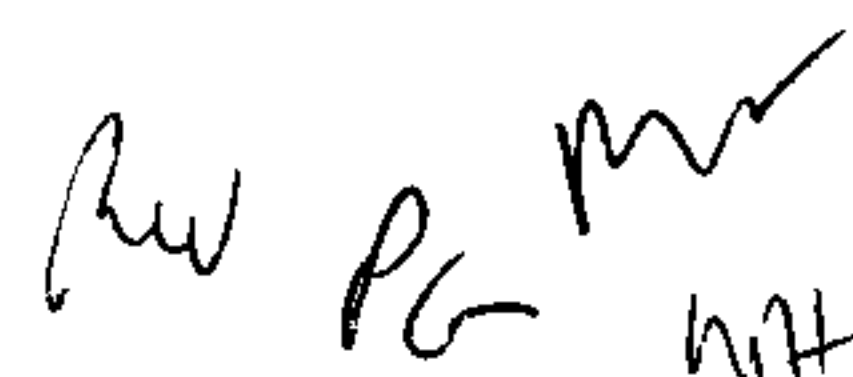
ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – LISTE DES ASSOCIES – REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à 6 706 975 francs, divisé en 46 255 parts sociales de 145 francs chacune, numérotées de 1 à 46 255 entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

. Monsieur Yves SONDAG, Commissaire aux Comptes à concurrence de 10 923 parts sociales portant les numéros de 1 à 10 923 et 45096 à 45 195 et 31 025 à 31 124, ci	11 123 parts
. Monsieur Roland WEYAND, Commissaire aux Comptes à concurrence de 9 527 parts sociales portant les numéros de 12 265 à 21 791 et de 45 196 à 45 295 et de 31 125 à 31 224, ci	9 727 parts
. SC FINHAG à concurrence de 4 626 parts sociales portant les numéros de 11 645 à 12 264 et 22 421 à 22 960 et 31 325 à 31 467 et 42 073 à 45 095, ci	4 326 parts
. Monsieur Edouard THALGOTT, Commissaire aux Comptes à concurrence de 7 864 parts sociales portant les numéros de 22 961 à 30 824, et de 45 296 à 45 395 et de 31 225 à 31 324, ci	8 064 parts
. SARL MTH AUDIT à concurrence de 5 980 parts sociales portant les numéros de 31 468 à 37 447, ci	5 980 parts
. SC FINAM à concurrence de 6 475 parts sociales portant les numéros 37 448 à 42 072, de 10 924 à 11 644, de 21 792 à 22 420, de 30 825 à 31 024, ci	6 175 parts
. Monsieur Albert PAULUS à concurrence de 850 parts sociales portant les numéros de 45 396 à 46 245, ci	850 parts
. Madame Michèle TOUSSAINT-HENTZIEN, Commissaire aux Comptes à concurrence de 6 parts sociales portant les numéros de 46 246 à 46 251, ci	6 parts
. Monsieur Claude KARLI, Commissaire aux Cmpes à Colmar à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 46 252, ci	1 part
. Monsieur Jean Jacques HELLE, Commissaire aux Comptes à Colmar à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 46 253, ci	1 part
. Monsieur Driss ELBAZ, Commissaire aux Comptes à Lyon à concurrence de 1 part sociale portant le numéro de 46 254, ci	1 part

H /





. Monsieur Georges PERRIER, Commissaire aux Comptes à Chambéry
à concurrence de 1 part sociale
portant le numéro 46 255, ci

1 part

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social

46 255 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions sus indiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

Il sera constaté par un procès verbal de la gérance du caractère définitif de la modification ci-dessus apportée aux statuts, dès le dépôt des actes de prêt de consommation de parts sociales au siège social contre remise d'un certificat de dépôt de la gérance.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance confère tous pouvoirs à Monsieur Edouard THALGOTT en vue de l'option par la société, conjointement avec ses filles la SARL SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL THIONVILLE et SARL SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL METZ,

Pour l'intégration fiscale prévue à l'article 223A du Code Générale des Impôts.

Cette option débute le 1 avril 2000 et expire le 31 mars 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

The bottom of the page contains several handwritten signatures and marks. On the left, there is a simple 'L' shape. In the center, there is a signature that appears to be 'THALGOTT' with a large 'B' or '8' written over it. To the right of this, there is a large, stylized signature that looks like 'J. T.' or similar. Below these, there are two more signatures: one on the left that looks like 'm. A.' and one on the right that is more cursive. At the very bottom, there is a long, horizontal signature that spans across the width of the page.

DÉPOSÉ AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ

sous n°

294

Le

12 MARS 2001

Le Greffier

